



Assemblée générale

Distr. générale
2 juin 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 126 de l'ordre du jour

Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

Lettre datée du 21 mai 2021, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Costa Rica et du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies

Les Missions permanentes du Costa Rica et du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies ont l'honneur de transmettre une série de recommandations concrètes sur les moyens pour l'Organisation de mieux assurer une participation véritable de la société civile à son action (voir annexe I).

Ces recommandations ont été approuvées par 52 États Membres et 264 organisations de la société civile, dont on trouvera la liste à l'annexe II.

Nous saisissons cette occasion pour vous remercier chaleureusement du leadership dont vous faites preuve en ces temps difficiles et pour exprimer notre soutien à votre appel à l'action en faveur des droits humains, qui fait ressortir le rôle central des droits humains dans sept domaines clés.

Nous nous félicitons de l'attention que vous portez à la question de l'espace civique et de la participation de la société civile à l'action de l'Organisation – l'un des sept domaines dans lesquels vous préconisez des changements –, qui est plus importante que jamais dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Il est essentiel que toutes les parties prenantes, y compris la société civile, participent véritablement aux efforts que nous déployons pour reconstruire en mieux après la crise. Les différentes parties prenantes – et tout particulièrement la société civile – possèdent un large éventail de compétences, de points de vue et d'expériences et jouent un rôle crucial dans la réalisation du Programme 2030 et de l'engagement qui y a été pris de « ne laisser personne de côté ».

Avec l'appui de la Fondation pour les Nations Unies, de CIVICUS, de Global Focus, d'Action for Sustainable Development, d'ActionAid International et de Forus International, le Danemark et le Costa Rica ont le plaisir de vous présenter cette série de recommandations, qui a été approuvée par 52 États Membres et 264 organisations de la société civile. Notre espoir est que ces recommandations complèteront utilement les efforts que vous déployez pour garantir une participation véritable et inclusive de la société civile à l'action de l'ONU. Nous nous tenons à votre disposition pour contribuer à leur application sous votre conduite.



Nous vous prions de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, au titre du point 126 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent du Danemark
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Martin Bille **Hermann**

Le Représentant permanent du Costa Rica
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Rodrigo A. **Carazo**

Annexe I à la lettre datée du 21 mai 2021 adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Costa Rica et du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies

Recommandations sur les moyens de garantir une participation véritable de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies : de l'ambition aux actes

Cette liste de recommandations a été établie par les Missions permanentes du Danemark et du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, la Fondation pour les Nations Unies, CIVICUS, Action for Sustainable Development, Global Focus International, ActionAid International et Forus, et approuvée par 52 États Membres et 264 acteurs de la société civile (voir l'annexe II).

I. Introduction

Dès les premiers mots de la Charte des Nations Unies, il apparaît clairement que l'ONU n'est pas uniquement l'affaire des États et des gouvernements, mais qu'elle nous concerne toutes et tous : « Nous, peuples des Nations Unies ». Il y a là une promesse qui ne pourra être tenue que si les différentes parties prenantes participent largement aux travaux de l'Organisation, de façon à faire entendre la voix de toutes et de tous – y compris celle des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées. Grâce à la grande diversité de leurs compétences, de leurs points de vue et de leurs expériences, les organisations de la société civile ont un rôle précieux à jouer en contribuant à éclairer l'élaboration des politiques.

Ces 75 dernières années, l'ONU s'est appuyée sur la coopération avec les États Membres et la société civile pour améliorer la conception des traités, des cadres et des mécanismes multilatéraux de gouvernance démocratique. Les individus et les groupes qui dialoguent avec les entités des Nations Unies leur donnent des informations et des indications précieuses fondées sur leur expérience du terrain, les tiennent au courant de l'évolution des situations et les incitent à adopter des mesures adéquates.

Il incombe collectivement à l'Organisation dans son ensemble de respecter, de protéger et de promouvoir la possibilité de dialoguer avec elle, en vertu des libertés fondamentales et des droits humains que toutes et tous doivent pouvoir exercer.

La participation citoyenne et l'espace civique sont l'un des sept domaines clés de l'appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains¹. Ce plan d'action transformateur réaffirme l'engagement que représente l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, plaçant la réalisation des droits et libertés fondamentaux au cœur du travail de l'ONU.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a rendu encore plus nécessaire le respect de cet engagement. De plus, en ce qui concerne les modalités de travail appliquées pendant et après la pandémie, l'Organisation devrait s'employer à créer des possibilités de reconstruire en mieux et à intégrer dans ses nouvelles méthodes de travail des moyens de faire participer davantage à son action toutes les parties prenantes, à commencer par la société civile.

¹ www.un.org/en/content/action-for-human-rights/index.shtml.

II. Recommandations

Des discussions approfondies et tournées vers l'action ont été menées entre les États Membres et la société civile sur les moyens de renforcer la participation véritable de cette dernière et sur les enseignements tirés de l'expérience à cet égard. C'est sur la base de ces échanges que nous présentons les recommandations ci-après. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un ensemble de mesures énergiques visant à pousser plus avant l'action de l'Organisation.

1. Optimiser les possibilités et les avantages liés aux technologies de l'information et des communications et à la numérisation dans le cadre des réunions et mécanismes des Nations Unies

Les technologies de l'information et des communications se sont avérées utiles pour élargir la participation de diverses parties prenantes et renforcer le dialogue avec celles-ci. Le recours aux technologies numériques et aux réunions virtuelles à l'ONU pendant l'année écoulée a été associé à des possibilités dont l'Organisation, les États Membres et la société civile devraient tirer parti, ainsi qu'à des difficultés à surmonter.

L'enquête menée pour évaluer la participation des grands groupes et autres parties prenantes au forum politique de haut niveau² a fait ressortir que près de 50 % des participants interrogés avaient participé au forum pour la première fois en 2020. La plupart de ces nouveaux participants représentaient la société civile des pays en développement.

Les données disponibles montrent que les formats virtuels créent des moyens d'élargir la participation aux réunions et mécanismes des Nations Unies, en particulier pour les pays en développement. Mais pour que les réunions virtuelles soient réellement inclusives, il faut prendre en considération des questions comme l'accès à Internet, la barrière de la langue, les fuseaux horaires et les problèmes de sécurité, qu'il convient d'évaluer selon une approche plus intégrée.

L'Organisation devrait s'appuyer sur les enseignements tirés de l'expérience pendant et après la pandémie de COVID-19 pour réfléchir aux moyens de conjuguer au mieux modalités de travail virtuelles et présentielles dans le cadre de ses réunions et mécanismes, à savoir la semaine de haut niveau et la session annuelle de l'Assemblée générale, le forum politique de haut niveau, les réunions et mécanismes du Conseil des droits de l'homme, les sessions du Conseil économique et social et de ses commissions techniques, et les réunions des différentes conférences des parties.

Pour maximiser les avantages associés aux technologies de l'information et des communications, il convient d'exploiter et de compléter les éléments qui continuent d'être mis en place pour renforcer les moyens d'inclure et de faire participer la société civile aux travaux de l'Organisation, comme l'appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains ou la note d'orientation du système des Nations Unies sur la protection et la promotion de l'espace civique.

2. Comblent la fracture numérique

Pour tirer parti de l'inclusion numérique, nous devons combler la fracture numérique de façon à mettre en place un espace civique plus ouvert et plus inclusif, en réduisant les écarts qui caractérisent l'utilisation des outils numériques et l'accès

² Une enquête sur l'inclusion de la société civile au forum politique de haut niveau, que l'Assemblée générale a organisé virtuellement en 2020, a été réalisée par Action for Sustainable Development en août 2020 ; elle a recueilli 130 réponses provenant de 48 pays, et tous les groupes officiels de parties prenantes y ont répondu.

à ces outils. Cela est essentiel pour garantir à toutes et à tous un accès stable et fiable et des possibilités de participation, y compris les personnes vivant dans les zones rurales, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les peuples autochtones.

Les entités des Nations Unies peuvent donner l'exemple en adoptant une approche intégrée à l'échelle du système pour améliorer l'accès à Internet et la connectivité, afin que la société civile puisse participer virtuellement à leurs réunions et à leurs sessions. Elles pourraient par exemple permettre le partage des connexions Internet de leurs bureaux de pays.

L'élimination de la fracture numérique, y compris celle qui existe entre les hommes et les femmes, est une tâche difficile qui passe par la contribution de toutes les parties prenantes, car divers facteurs doivent être pris en considération pour garantir l'accessibilité, à savoir notamment l'interprétation en différentes langues, les fuseaux horaires et les options relatives aux sous-titres et aux langues des signes, ainsi que les obstacles d'ordre social, politique ou économique dont il faut s'occuper parallèlement. Tant que les problèmes en question ne seront pas entièrement réglés, l'ONU devra chercher à élargir la participation de la société civile de façon créative, par tous les moyens possibles, en collaborant étroitement avec la société civile pour recenser et surmonter les obstacles à sa participation pleine et effective.

3. Garantir que la société civile participe véritablement à tous les stades des réunions et mécanismes des Nations Unies

Le dialogue et les discussions entre les États Membres et la société civile ont fait ressortir que, au-delà de la nécessité de réexaminer la participation de la société civile dans le cadre des modalités du travail formelles de l'Organisation, il existe des moyens concrets de mieux tenir compte des points de vue de la société civile dans le cadre des mécanismes des Nations Unies :

a) Assurer un véritable dialogue interactif pendant les sessions officielles, ainsi que dans le cadre de leurs préparatifs et de leur suivi

Les entités des Nations Unies devraient réexaminer leurs modalités de travail de façon à permettre à la société civile de participer et de contribuer véritablement à l'ensemble des réunions et sessions officielles, suivant une approche intégrée à l'échelle du système, y compris dans le cadre des préparatifs et du suivi de ces réunions et sessions.

En outre, les responsables de l'organisation des sessions officielles pourraient chercher des moyens créatifs de permettre le dialogue avec et entre les participants, y compris les acteurs de la société civile, afin de garantir que toutes les parties concernées puissent participer à un dialogue véritable et y contribuer, par exemple en tirant parti des technologies numériques pour permettre la production participative des idées et tenir compte ainsi de points de vue plus diversifiés.

b) Faciliter les conditions formelles nécessaires à un dialogue effectif

Les entités des Nations Unies devraient faciliter la mise en place de conditions appropriées pour permettre la participation effective de la société civile aux réunions et sessions officielles.

Cela peut se faire au moyen des mesures suivantes, entre autres : améliorer l'accès à l'information, dans lequel les technologies numériques peuvent jouer un rôle important ; veiller à bien annoncer les réunions et à bien communiquer les informations s'y rapportant et à enregistrer suffisamment à l'avance les participants de la société civile ; laisser suffisamment de temps aux acteurs de la société civile,

notamment à ceux des pays en développement, pour organiser leur voyage et obtenir les documents nécessaires.

L'Organisation et ses États Membres peuvent également chercher des moyens d'engager un dialogue de fond avec les acteurs de la société civile pendant les préparatifs, par exemple en reconnaissant officiellement les rapports indépendants de ces acteurs dans le cadre des processus intergouvernementaux, notamment le forum politique de haut niveau et les examens nationaux volontaires, à l'instar de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

- c) *Créer une journée annuelle pour l'action de la société civile, qui se tiendrait en marge du forum politique de haut niveau, de la semaine de haut niveau ou de la session annuelle de l'Assemblée générale*

La tenue annuelle d'une journée pour l'action pour la société civile, en marge du forum politique de haut niveau, de la semaine de haut niveau ou de la session annuelle de l'Assemblée générale, pourrait servir à rendre compte et à faire le point de l'action menée pour renforcer le rôle de la société civile à l'ONU. Ce processus pourrait prendre la forme d'un forum créé conjointement par l'Organisation, les États Membres et la société civile, qui se déroulerait virtuellement ou dans un format hybride et viserait à permettre un dialogue approfondi de grande ampleur sur les moyens de renforcer le rôle joué par la société civile dans les trois piliers de l'action de l'ONU, notamment en garantissant l'application d'une approche du développement durable qui soit fondée sur les droits humains.

4. Nommer une envoyée ou un envoyé du Secrétaire général pour la société civile afin de promouvoir l'espace civique à l'Organisation des Nations Unies

Au vu du travail impressionnant réalisé par l'Envoyée du Secrétaire général pour jeunesse, les États Membres et la société civile recommandent au Secrétaire général de réfléchir à la possibilité de nommer une envoyée ou un envoyé pour la société civile, qui serait spécialement chargé(e) de favoriser une participation inclusive, véritable et cohérente de la société civile à toutes les activités de l'ONU, notamment dans le cadre des réunions et mécanismes de l'Organisation, grâce à des approches intégrées et globales. Pour ce faire, la personne nommée à cette fonction devrait collaborer étroitement avec la société civile, notamment avec ses réseaux internationaux et régionaux et ses autres mécanismes de coordination ; dialoguer avec les États Membres ; soutenir les efforts que l'Organisation déploie pour continuer de mettre en place les conditions dont la société civile a besoin pour participer réellement à son action ; s'assurer que les points de vue de la société civile sont pris en considération dans les activités et les réunions intergouvernementales auxquelles l'accès est restreint pour la société civile, en collaborant étroitement avec les partenaires concernés au sein du Secrétariat et des départements de l'ONU et des mécanismes et entités des Nations Unies.

Annexe II à la lettre datée du 21 mai 2021 adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Costa Rica et du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies

The following 52 Member States have endorsed the recommendations:

Albania	Latvia
Andorra	Lebanon
Australia	Liechtenstein
Austria	Lithuania
Belgium	Luxembourg
Bosnia and Herzegovina	Malta
Bulgaria	Mexico
Canada	Montenegro
Chile	Netherlands
Costa Rica	New Zealand
Croatia	Norway
Czech Republic	Panama
Cyprus	Poland
Denmark	Portugal
Estonia	Qatar
Finland	Republic of Korea
France	Romania
Georgia	San Marino
Germany	Slovakia
Greece	Slovenia
Hungary	Spain
Iceland	Sweden
Ireland	Switzerland
Israel	Tunisia
Italy	United Kingdom
Jordan	United States

The following 264 civil society organizations have endorsed the recommendations:

Abundant Grace Female Foundation
 Access Now
 Action aid association
 ActionAid Denmark
 ActionAid International
 Advocates for Youth
 afifa foundation
 Africa Sex Workers Alliance
 African Coalition on Green Growth
 Afrihealth Optonet Association
 Aidsfonds
 Alf Ba Civilian & Coexistence Foundation
 Amis des Étrangers au Togo: ADET
 AMIS. A More Including Society
 Angels in the Field
 Arab Foundation for Freedoms and Equality (AFE)
 Arambh
 Arkansas Disability Coalition
 Asociación de Desarrollo Sostenible LGTBI Costa Rica
 Association des Femmes de l'Europe Méridionale AFEM
 Association des Jeunes pour le Progrès de Herico (AJEPH)
 Association for Progressive Communications
 Association For Promotion Sustainable Development
 ASSOCIATION FOR SINGLE MOTHERS
 ASSOCIATION GABON INITIATIVES JEUNESSE
 Association Montessori Internationale
 ASSOCIATION OF WORLD CITIZENS
 Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi, AIDB (Indigenous Forum in special consultative status with the UN ECOSOC)
 Association Proyecto Hombre
 Asuntos del Sur
 ATHENA Network
 Australian Injecting & Illicit Drug Users League
 Autistic Minority International
 Awadh Youth Collective
 Awaken Resistance | Singapore Non-Profit Drugs-Based Community Movement
 Azm Addiction and Psychological Treatment Centre Sargodha
 Baha'i International Community
 Bangladesh NGOs Network for Radio & Communication (BNNRC)
 Banka BioLoo
 Beyond Beijing Committee (BBC) Nepal
 Bina Foundation-Nigeria
 Bioscape International Corporation
 BMJ
 BOLCRIS INTERNATIONAL
 Cameroon Active Youth Association
 Cameroon for a World Beyond War
 Campaign For Increased Awareness
 CAN South Asia
 CEMS SOCIETY NGO
 center for education and communication
 Center for social and labor rights
 Centre de défense des Droits de l'Homme et Démocratie
 Centre for Citizens Conserving (CECIC)
 Centre for Disaster Risk and Crisis Reduction
 Centre for Environment, Human Rights & Development Forum -CEHRDF
 Centre for health and Resource management
 Centre for Health Science and Law (CHSL), a non-profit public interest CSO
 Centre for social equity and inclusion (CSEI)
 CHILDREN AND YOUNG PEOPLE LIVING FOR PEACE (CYPLP)
 Children And Youth For PEACE AGENCY - SIERRA LEONE (CYPA-SL)
 Christian Blind Mission
 Citizens' Alliance for Democracy Ethics and Transparency in Governance (CADET)
 Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS)
 Climate Action Network
 CMI! Consortium comprised of Mama Cash, CREA, JASS, AWID, UAF-Africa, UAF, Red Umbrella Fund and Wo=Men
 CNCDD-11.11.11
 Coalition for the UN We Need
 Community Development Initiative
 CONEYSO
 Coordinación de ONG y Cooperativas CONGCOOP
 CSEND
 Dakshayani and Amaravati Health and Education
 DALIT EAVM ADIVASI VIKASH PRISHAD
 DANMU
 DECA, EQUIPO PUEBLO, AC
 Delta Cultural Initiative DCI-WORLDWIDE
 Democracy Without Borders
 Development Alternatives
 Development Initiative for Community Impact
 Dianova International
 Disability Rights Fund
 Discourage Youths From Poverty
 Diverse International Trader
 Dr Uzo Adirieje Foundation (DUZAFFOUND)
 DynamicTransit Llc
 EKAL NARI SHAKTI SAGHTAN

Elpida Consultant
 Embrace Relief
 Emony Yefwe International
 Equality Rights Alliance
 Ethiopian Society for Public Administration & Management
 European Union Civil Society Forum on Drugs
 Family Health Options Kenya
 Family Planning NSW
 Fingo
 FOKUS - Forum for Women and Development
 Fondation Eboko
 Fondazione LILA Milano - Italian League for Fighting AIDS
 Forus
 Fridays for Future Ecuador, Unite for Climate Action
 Friedrich-Ebert-Stiftung New York Office
 Fundación Colectivo Hombres XX, A. C.
 Futureshot Factory
 Gatef organization
 Global Focus
 Global Humaniste
 Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR)
 Global Network of Sex Work Projects (NSWP)
 Global Socio-Economic and Financial Evolution Network (GSFEN)
 Grameen Development Society (GDS)
 GraminPunarnirman Sansthan
 Greenpeace International
 Haakro Welfare Association
 Halley Movement Coalition
 HaritaDhara Research Development and Education Foundation
 Harm Reduction Australia
 Haven Initiative
 Hawai'i Institute for Human Rights
 Healthy India alliance
 Heart to Heart Foundation
 HOPE WORLDWIDE-PAKISTAN
 HOUSE OF AFRICA
 Ibtikar for Empowerment and Social Entrepreneurship
 ICASO
 ICED Burundi
 IMPACT-NIGERIA
 Independent
 Independent Advocacy Projects/Women for Peace and Unity Growth Initiative
 Independent freelancer individual named Hitesh BHATT-india
 Independent Nonprofit Organisation for Advancement of Science, Education and Culture "Socrat"
 Indigenous Peoples Global Forum for Sustainable Development, IPGFForSD (International Indigenous Platform)
 Indigenous Peoples' Major Group for Sustainable Development-IPMG
 Individual
 Inspirator Muda Nusantara
 Institute of Cultural Affairs-Benin
 Institute of Intellectual Property of Albania
 Institute of the Blessed Virgin Mary - Loreto Generalate
 Instituto Federal de Educação, Ciência e Tecnologia do Ceará - Campus Fortaleza
 International Academy of Science, Health & Ecology
 International Alliance of Women
 International Association of Applied Psychology
 International Diabetes Federation
 International Movement for Advancement of Education Culture Social & Economic Development (IMAECSED)
 International NGO Forum on Indonesian Development
 International Planned Parenthood Federation Western Hemisphere Region (IPPFWHR)
 International Women's Health Coalition
 International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA)
 International Young Leaders Organization IYLO
 International Youth Alliance for Peace
 Intersectoral Forum to Fight NCDs in Brazil (ForumDCNTs)
 IPPF
 ISHR
 ISIZIBA Community Based Organizations of South Africa
 Jana Swasthya Abhiyan/Bharat Gyan Vigyan Samiti Karang taruna kedungdalem
 Keen and Care Initiative (KCI), Nigeria
 Kijiji Yeetu
 Kikandwa Environmental Association
 Kiribati Scout Association
 KURS (www.kurs2030.ru)
 LGBT+ Denmark
 Liberian United To Promote Society Safety And Development
 Make Mothers Matter (MMM)
 MenEngage Global Alliance
 MGCY
 Migrant Service
 Mindset development initiative

MY World Mexico
 NA
 Nanny Africa
 National Association of Youth Organizations
 (NAYO)
 National Campaign for Sustainable Development
 Nepal
 National Coalition of Civil Society Organizations of
 Liberia
 New York University, Center on International
 Cooperation
 NGO Committee on Sustainable Development-NY
 NGO: Amis des Etrangers au Togo: ADET
 Nigeria Network of NGOs
 Nirantar Trust
 Nordjysk Fødevareoverskud
 Nouveau Point Vue
 Nytt Europa
 ong as charmosas facebook
 Our Lady of Charity of the Good Shepherd (RGS)
 Our Lady of Perpetual Help Initiative (OLPHI)
 OutRight Action International
 PA ARD "Habitat"
 Pallisa Civil society Organisation network
 PANI
 Panos Institute Southern Africa
 Parlement des Jeunes Leaders de la Société Civile
 Guinéenne
 Patient Academy for Innovation and Research
 PEER NETWORK OF USERS OF
 PSYCHOACTIVE SUBSTANCES
 Peoples' Vigilance Committee on Human Rights
 (PVCHR)
 Plan International
 Plataforma CIPÓ
 POSITIVE VOICE (GREEK ASSOCIATION OF
 PLWHIV)
 Poverty Reduction Forum Trust
 Povod, Slovenia
 Prime Goals Initiative
 Reacción Climática
 REACHOUT SALONE
 Red por los Derechos Humanos de Niñas, Niños y
 Adolescentes, REDHNNNA
 Regional Centre for International Development
 Cooperation (RCIDC)
 Relief action international
 RFSU
 RIHRDO (Rural Infrastructure and Human Resource
 Development Organization)
 RIPO Perú CUSCO
 Rutare Initiative
 Rutgers
 SAHAYOG
 San Patrignano
 Sex og Politikk (IPPF Norway)
 Sisters of Charity Federation
 Social Research & Evaluation Pty Limited
 Society for Conservation and Sustainability of
 Energy and Environment in Nigeria (SOCSEEN)
 Solari Skills And Entrepreneurship Development
 Centre
 Soroptimist International
 SOUTHERN AFRICA CLIMATE CHANGE
 COALITION
 SSSIO INGO
 Stichting Mission Lanka
 Stimson Center's Global Governance, Justice and
 Security Program
 STRETCHCENTER For Human Development
 Studio D - Centre for Development and Dialogue
 TeamcobyNigeria
 The African Women's Network for Community
 management of Forests
 The Bolivian Women's Efforts: Local contributions
 for a safer world
 The Community Human Rights Defenders Network
 - ACPDH
 The Danish Family Planning Association
 The International Legal Foundation
 The Red-Green Alliance
 The WaterBear Network
 Together First
 Tripla Difesa Onlus ODV
 Trippinz Care International Foundation
 Trust in God Organization (NGO)
 UHAI-Eastern African Sexual Health and Rights
 Initiative (UHAI EASHRI)
 Union des Amis Socio Culturels d'Action en
 Developpement (UNASCAD)
 UNITE 2030
 united Reformers Organization
 Unity Earth
 University Student Chamber International
 Urgent Action Fund for Women's Human Rights
 Uso Inteligente ASV AC
 vasundhara seva samiti kalyanpur
 Viernes por el Futuro (FFF)/Unite for Climate
 Action
 Wabco India Pvt Ltd
 Wada Na Todo Abhiyan
 Watchman Relief Association Global
 WO=MEN Dutch Gender Platform
 Women & Child Welfare Society
 Women and Harm Reduction International Network
 Women Engage for a Common Future
 Women's Coalition Against Cancer - WOCACA
 World Family Organization

World Federation for Animals
World Federation of United Nations Associations
World Yoga Community
WORLDLITE
WPDA

YAPPIKA-ActionAid Indonesia
Youth for Community Academic and Development
Services (YOCADS)
Youth Leaders Stakeholders
Zimbabwe Climate Change Coalition
